

(Traduction non officielle)

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, mercredi 12 février 2003

Monsieur le Président,

Nous voyons de multiples menaces peser sur la sécurité du monde :

- Le risque d'un conflit militaire en Irak est imminent.
- L'évolution de la situation en Corée du Nord et entre les deux puissances nucléaires que sont l'Inde et le Pakistan, souligne la menace des armes de destruction massive.
- En Israël et dans les territoires palestiniens, la spirale infernale de la violence et de la haine s'accélère.
- Les violations des droits de l'homme se comptent chaque jour par milliers. Comme Lilja, l'héroïne du film de Lukas Moodysson, plus d'un

demi-million de femmes et d'enfants sont introduits clandestinement dans l'Union européenne pour y être exploités comme des esclaves sexuels.

– Un milliard d'êtres humains souffrent de la pauvreté.

– La menace du terrorisme international est partout présente.

Notre tâche la plus importante peut-être, dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, est de contribuer à une sécurité accrue – ce qui est d'ailleurs de notre propre intérêt :

Les armes de destruction massive de l'Irak sont avant tout une menace pour la région, mais elles peuvent en être une pour nous aussi. Les risques d'une guerre en Irak sont aussi des risques pour nous.

Le terrorisme international nous frappe aussi. L'année dernière, six jeunes Suédois ont été tués à Bali.

L'islamophobie, qui s'est aggravée après le 11 septembre, n'épargne pas les Suédois originaires de pays musulmans et attise la défiance au sein de la société.

La criminalité internationale – traite des êtres humains, blanchiment d'argent et trafic de drogue – opère aussi en Suède.

La Suède veut et peut contribuer à instaurer une plus grande sécurité – une sécurité au plein sens du terme. Traditionnellement, on considère

que la sécurité des États est garantie par des moyens militaires, désormais on y ajoute la lutte contre le terrorisme. Mais cette définition est trop étroite.

La sécurité, dans le monde d'aujourd'hui, doit se réaliser à l'échelle planétaire et en commun, et elle doit inclure la liberté et la confiance pour tous.

Et c'est possible ! Jamais les circonstances n'ont été aussi favorables à l'instauration d'une sécurité commune, maintenant que la guerre froide est finie, l'Europe réunifiée, les Nations Unies à nouveau capables d'agir. Mais cela suppose certaines conditions :

La sécurité passe par les droits de l'homme, le droit international et la démocratie

Après l'achèvement de la guerre froide, nous avons pu progresser et, au-delà de la défense des droits de tous les pays, nous préoccuper davantage de l'égalité de tous les êtres humains en droits et en dignité. Les États ont certes droit à la sécurité, mais il en est de même de chaque individu. L'exigence des droits de l'homme ne saurait s'arrêter aux frontières nationales, ni aux barrières culturelles ou religieuses.

La Déclaration des droits de l'homme proclamée par les Nations Unies est universelle. À l'heure où l'économie, l'information et la mobilité sont mondiales, ces valeurs fondamentales communes qui unissent les hommes et les cultures sont plus que jamais nécessaires. L'installation,

cette année, de la Cour pénale internationale à La Haye renforcera notre protection contre les crimes de guerre et le génocide.

Le terrorisme international est une menace pour nos droits. Il a pour base l'intolérance née d'une image manichéenne du monde, pour moyens d'existence les fonds provenant de la criminalité et les transferts illicites de capitaux, pour instruments la brutalité et la terreur. Aucun objectif, aucune cause, aucun combat ne peut justifier une terreur qui vise à tuer et mutiler des civils innocents. La Suède sera toujours au premier rang pour combattre le terrorisme.

Mais si nous laissons la lutte contre le terrorisme prendre le pas sur les droits de l'homme, c'est nous qui sommes perdants, et nous donnons la victoire aux terroristes. Les droits de l'homme sont au cœur du mode de vie fondé sur la tolérance auquel nous aspirons et qu'ils méprisent.

C'est pourquoi la Suède a demandé et obtenu que l'action de l'Union européenne contre le terrorisme ait lieu dans le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi nous avons demandé que les Suédois figurant sur la liste des personnes soumises aux sanctions des Nations Unies en soient radiés dès lors qu'il n'existait pas de preuves contre eux, et demandé aux Nations Unies de réviser le régime de sanctions. C'est pourquoi nous avons demandé la libération immédiate du citoyen suédois retenu prisonnier à Guantanamo Bay.

L'un des problèmes qui se pose dans notre voisinage est celui de la Tchétchénie, où seule une solution politique pourra mettre durablement fin au conflit. Nous partageons la colère de la Russie devant l'acte de

terrorisme perpétré l'année dernière à Moscou. Nous ne contestons pas son droit à combattre le terrorisme, mais cette lutte doit être menée conformément au droit international humanitaire et dans le respect des droits de l'homme.

La traite des femmes et des enfants est une menace grandissante pour les personnes vulnérables, une source croissante de revenus pour le crime international et le terrorisme. Le gouvernement a dégagé 60 millions de couronnes pour la lutte contre la traite des êtres humains en Europe de l'Est. La Suède a pris des initiatives dans le cadre de la coopération nordico-baltique, au Conseil euro-arctique de Barents et dans le cadre de la coopération européenne avec l'Asie et l'Afrique.

Le gouvernement élabore en ce moment une stratégie globale pour la lutte contre la traite des êtres humains dans la coopération au développement. Nous avons besoin de sanctions pénales plus sévères contre les trafiquants, d'une coopération internationale accrue entre les douanes et les polices, et d'un meilleur soutien aux victimes. Lilja 4-ever est un film important pour améliorer la prise de conscience, tant dans les pays d'origine des victimes que dans les nôtres, qui sont les pays où se trouve la demande. C'est pourquoi le gouvernement a chargé l'Institut suédois d'engager une coopération avec Lukas Moodysson.

Le droit d'asile est un droit fondamental de la personne humaine et un facteur important de sécurité pour les victimes de persécutions. Notre politique des migrations et de l'asile est marquée par l'humanité et le souci de la sécurité. Pour aboutir à une politique solidaire des migrations à l'échelle européenne, il importe que le régime commun en cours

d'élaboration dans l'Union européenne comporte des règles minimales claires. Par une meilleure harmonisation de la coopération pour le développement et de la politique des migrations, nous contribuons à prévenir les migrations non volontaires. La Suède collabore avec le HCR pour renforcer le droit international des réfugiés.

Nous poursuivrons notre engagement de longue date contre la peine de mort et la torture, qui n'ont pas leur place dans une société moderne. Nous poursuivrons la lutte pour les droits des femmes et des enfants. Et nous n'hésitons pas à fustiger les violations des droits de l'homme et des principes démocratiques.

Ainsi, les rapports du Ministère des affaires étrangères sur les droits de l'homme dans le monde, que le gouvernement a pour la première fois rendus publics cette année, se penchent sur

le Zimbabwe, où le président Mugabe intensifie ses persécutions contre les parlementaires de l'opposition,

la Chine, où toute une série de délits sont punis de la peine capitale.

le Bélarus, qui doit choisir la voie de la démocratie et de l'État de droit.

la Birmanie, où les exactions du régime militaire rendent impossible un développement démocratique de la société.

La Suède continuera d'œuvrer pour les droits de l'homme, le droit international et la démocratie partout dans le monde.

La sécurité passe par la justice dans le monde et par un commerce libre et équitable

Une économie mondialisée requiert des règles du jeu mondialisées pour assurer des conditions équitables ; un marché sans frontières exige des systèmes de valeurs sans frontières. Il nous faut mondialiser la démocratie, mais aussi démocratiser la mondialisation. La globalisation, si bénéfique pour la majeure partie des gens, ne doit pas aggraver les injustices et creuser les écarts.

Le commerce est un puissant moteur de croissance et de réduction de la pauvreté, mais il faut que tous y soient partie prenante. Les pays en développement sont actuellement écartés de marchés importants par des quotas et des barrières tarifaires. Le commerce des biens et des services doit s'ouvrir, les obstacles aux exportations des pays en développement doivent être levés. Les pays industrialisés doivent réformer leur politique agricole. Nous travaillons à obtenir des résultats concrets au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Un commerce mondial dynamique et un développement économique favorable peuvent réduire les risques de tensions. Voyez l'Union européenne, dont le marché intérieur et la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux engloberont après l'élargissement 455 millions de consommateurs et des millions d'entreprises. Voyez la région de la Baltique, naguère frontière armée de la guerre froide, aujourd'hui l'une des régions européennes à connaître la

croissance la plus rapide, qui sera encore dynamisée par l'entrée des États Baltes et de la Pologne dans l'Union européenne.

Tout comme le développement mondial bénéficie de l'accroissement des échanges commerciaux, la croissance et la sécurité de la Suède reposent sur la capacité de ses entreprises à s'affirmer internationalement. La Suède dispose d'un potentiel exceptionnel, tant dans les industries traditionnelles que dans les nouvelles branches créatives, et elle doit le mettre à profit. Nous travaillerons plus activement à la promotion des entreprises suédoises à l'étranger et des investissements étrangers en Suède.

Mais le commerce à lui seul ne suffit pas, il doit s'inscrire dans une stratégie de développement plus large. Il est aberrant de voir l'Union européenne accorder à chaque vache des subventions de 20 couronnes par jour, alors que la moitié de la population mondiale dispose de moins de la moitié de cette somme pour sa subsistance quotidienne.

Le gouvernement œuvre pour une mondialisation équitable. À cet effet, une action est indispensable de la part des pays, des entreprises, des organisations non gouvernementales, de l'OMC, de l'Union européenne et des Nations Unies. Nous tenons notamment à renforcer le contrôle sur les établissements financiers mondiaux.

La sécurité durable passe par un développement équitable et durable

La pauvreté peut être la cause autant que la conséquence de conflits militaires. Mais elle ne peut être combattue par des moyens militaires.

Par les conférences tenues sous l'égide des Nations Unies dans les années 1990, puis à Johannesburg, Monterrey, Doha, et par la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, la communauté internationale est pour la première fois parvenue à un consensus sur le développement durable.

Jamais encore les conditions politiques n'avaient été meilleures pour obtenir de véritables résultats. Les objectifs sont ambitieux, mais il est possible de les réaliser par la volonté politique et la coopération.

C'est aux pays en développement eux-mêmes que revient la responsabilité déterminante de la lutte contre la pauvreté. Mais une aide bien conçue peut jouer un grand rôle. L'aide suédoise au développement augmente et se rapproche de l'objectif d'un pour cent. L'Union européenne, qui fournit au total les deux tiers de l'aide au développement dans le monde, accroît elle aussi son effort.

L'action sanitaire est une question de sécurité. C'est ce qui a été souligné au cours du débat du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le VIH/SIDA, l'épidémie la plus grave qui ait frappé l'humanité depuis la peste. Mais cela vaut aussi pour même d'autres maladies contagieuses telles que le paludisme et la tuberculose, et pour la mortalité infantile et maternelle.

Il est fondamental pour notre survie de veiller à la sauvegarde de l'environnement.

Ainsi de la question de l'eau potable. C'est une ressource rare, et donc une source de conflits.

Ainsi de l'effet de serre : des phénomènes météorologiques extrêmes, la sécheresse et les inondations poussent les populations à l'exode et provoquent des conflits. Dans ce domaine, Kjell Larsson a contribué activement à sauver ce qui est notre espoir, le protocole de Kyoto.

Ainsi de notre voisinage proche : Les déchets nucléaires de la péninsule de Kola sont une menace pour notre sécurité ; c'est pourquoi nous espérons que la Russie va signer l'accord requis.

Dans le projet pour le développement qu'il présentera cette année, le gouvernement formulera une politique d'ensemble en faveur d'un développement équitable et durable.

La sécurité passe par le désarmement

Jamais par le passé, autant de pays n'ont disposé d'armes de destruction massive ou bercé l'ambition d'en développer. Jamais les terroristes n'ont fait autant d'efforts pour entrer en leur possession. En face de cette menace mondiale, nous établissons des objectifs à long terme : un monde sans armes nucléaires, chimiques et biologiques. Nos moyens comprennent des engagements universels en faveur du désarmement, de la non-prolifération et du contrôle des exportations. La Suède fait partie de la Coalition pour un nouvel agenda qui, en l'an 2000, a contribué à l'établissement d'un plan d'action en treize points sur le désarmement nucléaire, qu'ont accepté les États dotés d'armes nucléaires. Nous

entendons faire pression pour que ce plan se réalise et revenir avec des initiatives contre les armes de destruction massive.

La sécurité suppose que nous soyons à même de prévenir les conflits armés

En 1994, un million de personnes ont été exterminées au Rwanda en l'espace de cent jours. Deux millions mises en fuite.

Les guerres des Balkans occidentaux générèrent plus de trois millions de réfugiés. 100.000 personnes vinrent chercher refuge en Suède. Ces guerres ont coûté à l'Union et à ses États membres plus de 100 milliards de couronnes.

Le coût des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix en Sierra Leone a dépassé l'an dernier le montant total du PIB de ce pays.

Ces chiffres suscitent l'effroi. La souffrance humaine sous-jacente plus encore. Celle-ci ne se mesure pas en termes d'économie. Il n'en reste pas moins qu'il nous est possible de mieux utiliser nos ressources pour apaiser la souffrance et réduire le risque de voir s'enflammer d'anciens ou de nouveaux conflits.

Les armes de petit calibre ont été désignées comme l'arme de destruction massive du pauvre. 90 pour cent de personnes tombées dans les conflits des dix dernières années – plus de trois millions, dont plus de deux millions de civils – ont été les victimes d'armes de petit calibre.

Plus d'un demi-milliard d'armes de ce genre sont aujourd'hui en circulation. Elles sont faciles à se procurer, faciles à cacher, faciles à utiliser et difficiles à contrôler. Exportées d'Europe, elles attisent conflit après conflit sur l'ensemble de la planète. Et nous en observons les conséquences au Liberia, à Tetovo, dans nos rues et nos cours d'école.

La Suède prendra dans le courant de l'année de nouvelles initiatives en matière de prévention des conflits.

Notre sécurité passe par l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak

Il est consternant de voir le berceau de notre civilisation placé entre les mains de Saddam Hussein. La liste de ses fourberies est longue : il a utilisé des armes chimiques dans la guerre contre l'Iran et même contre sa propre population. À l'aide de gaz de combat, il assassina 5 000 hommes, femmes et enfants au village kurde de Halabja.

Dans son rapport, Hans Blix fait remarquer que 6 500 bombes à ogive chimique ne figurent pas dans le compte-rendu de l'Irak, pas plus d'ailleurs que des quantités importantes de bacilles du charbon.

Les inspecteurs en désarmement des Nations Unies doivent disposer du temps qui leur est nécessaire. Saddam Hussein ne désarmera jamais sans être soumis à la pression maximale ; il n'en reste pas moins qu'une intervention militaire ne peut constituer que l'ultime recours, lorsque tous les autres moyens auront été épuisés. Notre sécurité suppose un ordre mondial reposant sur le droit international. Seul le Conseil de

sécurité des Nations Unies peut donc prendre une décision relative à l'emploi de la force.

Notre sécurité suppose que la Corée du Nord remplisse ses engagements internationaux

L'évolution est inquiétante. Les agissements de la Corée du Nord risquent d'éroder le régime de non-prolifération nucléaire international. Avec d'autres, nous avons clairement signifié au pouvoir nord-coréen que ces agissements étaient inacceptables. Un dialogue, des efforts diplomatiques sont nécessaires pour résoudre la crise de manière pacifique. La Corée du Nord doit revenir sur sa décision de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire et accepter le retour des inspecteurs des Nations Unies.

Notre sécurité passe par la paix au Moyen-Orient

Le conflit du Moyen-Orient s'est aggravé. Le processus de paix s'est enlisé et les partenaires se sont enfoncés dans une escalade funeste de la violence. Israël a réoccupé des pans entiers des territoires palestiniens. Les colonies sont autorisées à s'accroître et à se multiplier. Les dirigeants palestiniens n'ont pas réussi à empêcher les attaques-suicides perpétrés contre les civils israéliens. Les deux camps doivent comprendre qu'ils ne pourront jamais parvenir à leurs fins par la violence.

Le gouvernement œuvre à la fois de manière bilatérale et par le biais de l'Union européenne pour insuffler un nouvel élan au processus de paix. Avec les Nations Unies, la Russie et les États-Unis, l'Union européenne

fait partie du Quartette ayant élaboré un plan d'action pour une solution pacifique tendant à mettre fin à l'occupation israélienne et à créer un État palestinien démocratique, tolérant et viable en 2005. Nous œuvrerons dans les mois à venir pour que les parties acceptent ce plan et le mettent en application.

Notre sécurité passe par la stabilité des Balkans occidentaux

Tensions ethniques et crimes de guerre, réseaux criminels et traite des êtres humains ont trop longtemps été le lot des Balkans occidentaux. La stabilité et le développement passent par l'intégration européenne. La Suède s'y est largement investie. 800 soldats suédois participent à la KFOR et la SFOR pour maintenir la paix, protéger les minorités et rendre possible une évolution démocratique au Kosovo et en Bosnie ; bientôt, nous serons également en mesure de nous engager en Macédoine.

Notre sécurité passe par le développement de l'Afrique

L'année qui vient de s'écouler a vu la paix finir par s'instaurer en Angola, des solutions politiques être apportées aux conflits de la région des Grands Lacs, des conversations de paix s'engager au Soudan et en Somalie. Mais elle a également vu de nouveaux foyers se déclarer, comme celui de Côte d'Ivoire. Près de 400 millions d'Africains habitent dans des pays où des conflits sont en cours ou risquent d'éclater.

Nous apportons notre soutien aux gouvernements africains démocratiques faisant preuve de responsabilité face au développement de

l'Afrique. Nous soutenons les initiatives africaines visant à mettre un terme aux guerres et aux pillages. La Suède entend fournir du personnel à la force de maintien de la paix des Nations Unies au Congo. Le secrétaire général du Ministère des affaires étrangères Hans Dahlgren poursuit sa mission européenne en faveur de la paix en Afrique occidentale. Nous soutenons les forces constructives africaines œuvrant pour le développement et le bien-être.

Notre sécurité passe par des Nations Unies fortes et efficaces

Le soutien indéfectible de la Suède aux Nations Unies est l'expression suprême de nos efforts pour défendre la paix internationale, la sécurité et le développement. Les Nations Unies sont le seul organisme à avoir l'assise suffisante et la légitimité qu'exige la sécurité mondiale. Les Nations Unies sont un forum incontournable, un producteur de normes incontournable et un garant du droit international.

Aujourd'hui, les Nations Unies assument leurs responsabilités. Les Nations Unies ont réagi de manière rapide et déterminée aux événements du 11 septembre. Les Nations Unies ont pris la tête des discussions sur un développement durable. Les Nations Unies gèrent la question irakienne. Le Conseil de sécurité des Nations Unies est le seul organe habilité à prendre des décisions en matière de sécurité mondiale. Cette responsabilité a pour corollaire le devoir de prendre aussi des décisions difficiles.

Reflet des volontés et intérêts divergents de 191 États, les Nations Unies font état de résultats à la fois bons et mauvais. Nous n'hésitons pas à

émettre des critiques justifiées. Une organisation comme les Nations Unies se devant sans cesse de se renouveler, nous soutenons les travaux de réforme de son secrétaire général. Nous souhaitons voir le Conseil de sécurité se réformer et avons pris des initiatives pour renforcer l'instrument des sanctions des Nations Unies.

Il importe pour nous également de voir les Nations Unies rendre sa gestion de crise plus efficace. La Suède a, au fil des ans, mis des dizaines de milliers de soldats, policiers et observateurs au service des Nations Unies. Nous participons à treize de la quinzaine de missions des Nations Unies actuellement en cours.

Garantir la capacité de participer à des opérations internationales représente un volet important des travaux de réforme de la défense suédoise. Nous disposerons des capacités civiles et militaires indispensables pour pouvoir rapidement nous engager quand les circonstances l'exigeront et le faire dans les formes que nous-mêmes choisirons.

Notre sécurité se renforce par l'élargissement de l'Union européenne

L'Union européenne occupe une place centrale dans notre sécurité. Le 16 avril prochain seront signés les traités d'élargissement de l'Union avec les dix nouveaux États membres. Plusieurs années d'efforts, notamment ceux qu'a déployés la Suède, se verront ainsi couronnées de succès. Nous développons aujourd'hui notre coopération avec les nouveaux États membres. Des préparatifs sont en cours pour ouvrir une ambassade à Bratislava dans le courant de l'année.

Une Europe unie est une Europe plus sûre. C'est pourquoi il nous faut éviter de créer de nouveaux clivages. Nous entendons poursuivre le développement de notre partenariat avec la Russie. Une intégration continue, dans le secteur économique notamment, est importante tant pour la Suède que la Russie. Il reste qu'un véritable partenariat nécessite l'adhésion à un certain nombre de valeurs et de principes communs, y compris les droits de l'homme et la liberté des médias. Nous continuerons de soutenir le développement positif de l'Ukraine, du Bélarus et de la Moldova. L'OSCE et le Conseil de l'Europe sont importants pour la sécurité et la démocratisation de l'ensemble du continent européen.

La Convention sur l'avenir de l'Europe et la future conférence intergouvernementale devront développer l'Union européenne et la rendre plus efficace. Un renforcement de la politique extérieure et de sécurité commune s'impose.

Nous avons besoin d'un Traité européen plus clair, pour des raisons démocratiques notamment. Nous avons besoin de réformes, mais non

d'un rééquilibrage important entre les différents organes de l'Union. Nous souhaitons voir les parlements nationaux disposer de plus d'influence.

La prospérité de la Suède passe par le développement de l'Europe. Au sein de l'Union, nous œuvrons de manière active pour le plein-emploi, le bien-être social et un développement écologiquement durable.

Le référendum du 14 septembre prochain sur l'adoption de la monnaie unique place la Suède devant choix important. L'adhésion à l'UEM a pour objet d'améliorer les conditions d'une croissance stable dans notre propre pays. Elle conditionne l'influence de la Suède en Europe. Elle nous permet également d'assumer nos responsabilités au moment de définir l'Europe de demain.

En développant sa capacité de prévention et de gestion des conflits, l'Union européenne peut garantir une sécurité accrue. La gestion civile et militaire de crises mise en place par l'Union européenne doit pouvoir contribuer à la paix et à la sécurité là où les besoins l'exigent – et cela en étroite coopération avec les Nations Unies et les organisations régionales.

En décembre a été passé un accord aux termes duquel l'Union européenne a accès aux ressources de l'OTAN pour ses actions en faveur de la paix. Cela permet aujourd'hui à l'Union de lancer ses premières opérations militaires de maintien de la paix. Dès la fin de l'année dernière, l'Union reprenait à son compte la mission de police civile organisée par les Nations Unies en Bosnie et se prépare actuellement à

prendre en main l'action militaire de prévention des conflits engagée par l'OTAN en Macédoine.

Notre sécurité passe par un partenariat euro-atlantique

La sécurité de notre environnement immédiat et de l'Europe se met en place dans le cadre d'une coopération toujours plus étroite entre l'Union européenne, l'OTAN et la Russie.

Nous nous réjouissons de voir nos voisins, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, réaliser leurs objectifs de politique de sécurité et devenir membres de l'Union européenne et de l'OTAN. C'est une avancée historique, qui renforce la sécurité et la stabilité de la Suède et de toute la région de la mer Baltique.

Notre sécurité passe par une coopération dans l'espace nordique et sur le pourtour de la Baltique

Assumant la présidence de la coopération des gouvernements nordiques, la Suède œuvrera pour une réduction des obstacles frontaliers et un renforcement de la mobilité. Les pays baltes ont renouvelé la coopération nordique. Nous souhaitons accroître les interfaces entre l'espace nordique et les pays de la Baltique. Nous ouvrirons prochainement un consulat général à Kaliningrad.

D'ici la fin de notre présidence du Conseil euro-arctique de Barents, nous accorderons la priorité aux questions environnementales, à

l'accroissement des échanges et au développement économique ainsi qu'à des mesures concrètes contre la traite des êtres humains.

Notre sécurité se renforce par un large consensus en matière de politique de sécurité

La Suède ne participe à aucune alliance militaire. C'est une politique qui, à travers différentes périodes, nous a avantageusement servi pendant près de deux cent ans. Elle assure notre liberté d'action. Elle jouit d'un large soutien populaire. Elle jouit d'un large soutien politique à travers l'accord passé par le gouvernement avec le Parti du centre, les Démocrates-chrétiens suédois et le Parti modéré.

Monsieur le Président,

Il existe aujourd'hui nombre de menaces contre notre sécurité, que des moyens militaires ne suffisent à gérer.

On peut cependant y faire face par une politique active

en faveur des droits de l'homme, du droit international et de la démocratie,

en faveur de la lutte contre la pauvreté et d'une justice à l'échelle mondiale,

en faveur de la prévention des conflits et du désarmement.

On peut y faire face aussi par une coopération active dans notre environnement proche, au sein de l'Union et au plan mondial, avec pour pivot l'Organisation des Nations Unies.

Ayons à cœur de nous y appliquer et de saisir la chance de pouvoir établir une paix mondiale, la liberté et la justice.